



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

politique industrielle

Question au Gouvernement n° 2911

Texte de la question

« NOUVELLE FRANCE INDUSTRIELLE »

M. le président. La parole est à M. Michel Destot, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Michel Destot. Au cours de son histoire, la France a toujours construit sa prospérité dans l'interaction intelligente entre puissance publique et sphère privée, pas avec un État intervenant à tout va et de manière désordonnée, mais avec un État stratège construisant des politiques de long terme, stimulant l'innovation et mobilisant les énergies. Monsieur le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, vous le savez aussi bien que nous : il n'y a pas de redressement économique durable, pour notre pays, sans stratégie industrielle forte. Or nous sortons d'une décennie quasi perdue pour l'industrie française : plus de 700 000 emplois détruits, plus de 40 milliards d'euros de déficit d'investissement dans notre outil industriel.

M. Jean Lassalle. Très bien !

M. Michel Destot. Notre industrie a vu sa part dans le PIB chuter de 21 % à 13 % en dix ans.

Depuis 2012, notre gouvernement s'est employé à renforcer la chaîne de la compétitivité en améliorant les passages entre recherche, innovation, applications industrielles, services et exportation, notamment avec la sanctuarisation du crédit d'impôt recherche. Nous observons les principaux résultats : l'heure de travail dans l'industrie est d'ores et déjà moins coûteuse en France qu'en Allemagne. Nos usines automobiles voient enfin leur production repartir à la hausse après dix années de repli.

M. Céleste Lett. C'est faux !

M. Michel Destot. Mais cela n'est pas suffisant : l'investissement est encore atone et le chômage à un niveau insupportable pour beaucoup de nos concitoyens.

Monsieur le ministre, vous avez lancé lundi à Nantes la seconde phase de la Nouvelle France industrielle, avec comme objectif d'accompagner toutes nos entreprises industrielles sur la voie de l'industrie du futur. Comment ce nouveau projet va-t-il contribuer à relancer l'investissement productif dans notre pays ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique.

M. Emmanuel Macron, ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique. Vous l'avez dit, monsieur le député, il n'y aura pas de réussite économique sans réindustrialisation du pays après les destructions d'emplois de cette décennie perdue. Et cette réindustrialisation passera par cette capacité à mobiliser nos filières

industrielles, à reconstruire des projets industriels.

Mon prédécesseur Arnaud Montebourg avait lancé en 2013 cette Nouvelle France industrielle autour de trente-quatre projets. Nous les avons regroupés pour leur donner une nouvelle dynamique pour plus d'accélération, plus d'ambition, autour, finalement, de deux volontés.

La première est de simplifier pour accélérer l'investissement productif. Il n'y aura pas de retour à l'industrialisation dans notre pays sans plus d'investissement productif. Il est atone depuis trop d'années. Sur ces quinze dernières années, l'investissement a trop peu porté sur l'outil productif, et nous avons raté trop de batailles.

Un député du groupe UMP. Ces trente dernières années !

M. Emmanuel Macron, ministre. Ce sont donc 3,4 milliards d'euros du plan d'investissement d'avenir qui seront mobilisés autour de l'industrie du futur et de ces neuf solutions industrielles que nous avons présentées en début de semaine, qui concernent l'ensemble des secteurs de l'économie. Elles représentent une montée en gamme de notre économie, une accélération du numérique, une accélération de la transition énergétique. Cet investissement public va déclencher de l'investissement privé productif. Il accompagnera également les mesures fiscales qui ont été décidées et annoncées il y a quelques semaines, celles du suramortissement fiscal.

Ensuite, cette réussite, cette réindustrialisation se fera par une politique de filières, de la montée en compétences et une politique de formation. On ne réussira pas la réindustrialisation du pays sans les salariés ou contre eux. Vous avez raison de le dire, monsieur le député : notre défi, aujourd'hui, c'est de réindustrialiser. Notre défi pour la croissance du pays, c'est d'enrichir cette croissance en investissement et en emplois. Nous y parviendrons grâce à notre volonté en termes de formation, grâce à une vraie volonté de conduire cette politique de filières. C'est ce que nous avons lancé lundi, c'est cette Nouvelle France industrielle. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe SRC.)*

M. Didier Quentin. Baratin !

Données clés

Auteur : [M. Michel Destot](#)

Circonscription : Isère (3^e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2911

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Économie, industrie et numérique

Ministère attributaire : Économie, industrie et numérique

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [21 mai 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [21 mai 2015](#)